

Des Sciences des Lettres et des Beaux-Arts
ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE.

BULLETIN

DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE

TOME SOIXANTE-DOUZIÈME

I^e BULLETIN



BRUXELLES

Librairie KIESSLING et C^e

P. IMBREGHTS, SUCCESEUR

54, MONTAGNE DE LA COUR, 54

1903

TABLE DES MATIÈRES DU TOME LXXII.

I. — SÉANCES.

	Pages.
Séance du 5 janvier 1903	I
Ouvrages reçus par la Commission	II
Correspondance	III
Ordre du jour	IV
Rapport annuel	IV
Publications	VII

II. — COMMUNICATIONS ET LECTURES.

	Pages
Extension de la juridiction du nonce de Bruxelles aux duchés de Limbourg et de Luxembourg (1781) (par A. CAUCHE). . .	1-18
Les archives des trois États de l'ancien pays de Liégo (par F. STRAVEN)	18-26

BULLETIN

DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE

TOME SOIXANTE-DOUZIÈME

I^{er} BULLETIN

Séance du 8 janvier 1903.

Sont présents : MM. STANISLAS BORMANS, président ; GODEFROID KURTH, secrétaire-trésorier ; LÉOPOLD DEVILLERS, LÉON VANDERKINDERE, NAPOLÉON DE PAUW et HENRI PIRENNE, membres effectifs ; les chanoines ALFRED CAUCHIE et EDMOND REUSENS, membres suppléants.

MM. L. GILLIODTS-VAN SEVEREN et dom U. BERLIÈRE se sont excusés.

OUVRAGES REÇUS PAR LA COMMISSION.

Boletín de la Real Academia de la Historia. t. XLI, livraisons de novembre et de décembre 1902. Madrid, 1902, in-8°.

Revista de archivos, bibliotecas y museos, n^{os} 7, 8, 9 et 10 (juillet, août, septembre et octobre 1902). Madrid, 1902, in-8°.

Atti della Reale Accademia dei Lincei, classe di scienze morali, storiche e filologiche, 5^e série, volume X, partie 2. *Notizie degli scavi*, fascicules 6 et 9. Rome, 1902, in-4°.

Rendiconti della Reale Accademia dei Lincei, classe di scienze morali, storiche e filologiche, 5^e série, vol. XI, fascicules 5, 6, 9 et 10. Rome, 1902, in-8°.

Archivio della R. Società Romana di Storia Patria, vol. XXV, fasc. 1 et 2. Rome, 1902, in-8°.

Bollettino della Società Pavese di Storia Patria, 2^e année, fasc. 3-4 (septembre-décembre 1902). Pavie, 1902, in-8°.

Jahrbuch für Geschichte, Sprache und Literatur Elsass-Lothringens (herausgegeben von dem historisch-literarischen Zweigverein des Vogesenclubs), 18. Jahrgang. Strasbourg, 1902, in-8°.

Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins (herausgegeben von der badischen historischen Commission). Neue Folge, Band XVII, Heft 4. 1902.

Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde (herausgegeben von der historischen und antiquarischen Gesellschaft zu Basel), t. II, 1^{er} fascicule. Bâle, 1902, in-8°.

Bulletins de la Société des antiquaires de l'Ouest, 2^e série, t. IX, 1^{er} trimestre de 1902.

. « *Ons Hémécht* », *Organ des Vereines für Luxemburger*

Geschichte, Literatur und Kunst. 8^e année, 11^e et 12^e livraisons (novembre et décembre 1902). Luxembourg, in-8°.

Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand. 10^e année, n° 8. Gand, 1902, in-8°.

Inventaire archéologique de Gand (publié par la *Société d'histoire et d'archéologie de Gand*), fascicules 27 et 28 (novembre et décembre 1902), in-8°.

Bulletin de l'Institut archéologique du Luxembourg. 36^e année, t. XXXVII. Arlon, 1902, in-8°.

Ch. Dupriez, *La Gazette numismatique*, juin, juillet et novembre 1902.

Un paquet de 31 thèses soutenues à l'Université de Leipzig, 1901 et 1902.

David Davidson, *Ekonomisk Tidskrift*, 1902, 10^e, 11^e et 12^e livraisons. Stockholm, in-8°.

C. G. Malmström, *Bidrag till Sverges Medeltidshistoria*. Upsala, 1902, in-8°.

Sam. Clason, *Studier öfver Arkivsäsendet i utlandet* (publié par la *Meddelanden från svenska Kiksarkivet*. Ny följd 2). Stockholm, 1902, in-8°.

CORRESPONDANCE.

Par lettre du 13 décembre 1902, M. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Belgique, accuse réception à la Commission des publications qu'elle lui a envoyées et qui, conformément à l'article 17 de son règlement, sont déposées à la bibliothèque de l'Académie.

M. l'abbé Paquay, professeur à Eelen-lez-Maeseyck, entretient la Commission de l'inventaire analytique du cartulaire de la collégiale de Tongres auquel il travaille, et lui demande s'il ne lui plairait pas d'accueillir ce travail

dans sa collection d'*Inventaires analytiques des actes des collégiales*. La Commission se réserve de statuer ultérieurement sur cet objet.

M. Th. Leuridan, président de la *Société d'études historiques de l'ancienne province ecclésiastique de Cambrai* offre à la Commission l'échange de ses publications avec celles de cette société. La Commission décide d'envoyer son *Bulletin* à la société de Cambrai.

Le secrétaire dépose sur le bureau un exemplaire du tome I^{er} des *Chartes de l'abbaye de Saint-Hubert en Ardenne*, dont il est l'éditeur, et un exemplaire de la *Liste provisoire des ouvrages à consulter pour la rédaction des catalogues d'actes*, par M. Joseph Brassine.

Il met sous les yeux de ses confrères l'état d'avancement des travaux de la Commission à la fin de 1902.

ORDRE DU JOUR.

1. *Rapport annuel.*

Le secrétaire-trésorier donne lecture du rapport annuel à M. le Ministre de l'intérieur et de l'instruction publique. Ce rapport est ainsi conçu :

Monsieur le Ministre,

La Commission royale d'histoire a l'honneur de vous faire rapport sur les travaux qui l'ont occupée pendant l'année 1902.

Elle a tenu ses quatre séances réglementaires le 6 janvier, le 7 avril, le 6 juillet et le 3 novembre.

Comme les années précédentes, ces séances ont été consacrées en grande partie à l'élaboration du programme de ses travaux, sur lesquels le *Bulletin* renseigne périodique-

ment le monde érudit. Les discussions sur cet objet important touchent à leur fin, et plusieurs des publications qui doivent être comprises dans ce programme ont déjà pu être commencées; d'autres seront abordées pendant le courant de l'année 1903. Les résultats de cette activité ne pourront être constatés que dans quelques années. Dès maintenant toutefois, la Commission n'a pas moins de huit publications sous presse; c'est le chiffre le plus considérable qu'elle ait atteint jusqu'ici.

La Commission a publié en 1902 un volume in-4° et deux volumes in-8°.

1. Le tome 1^{er} des *Chartes de l'abbaye de Saint-Hubert en Ardenne*, publié par M. G. Kurth, contient les archives de cet important établissement religieux pour la période qui va de ses origines à la date de 1350. Il éclairera d'une vive lumière non seulement l'histoire de la Belgique méridionale, mais encore celle de plusieurs départements français limitrophes, en particulier ceux de l'Aisne et des Ardennes, dans lesquels l'abbaye de Saint-Hubert possédait des prieurés. Ce volume est le premier qui soit publié en conformité des instructions arrêtées par la Commission et d'après les procédés typographiques qu'elle appliquera désormais, d'une manière uniforme, à toutes ses publications.

2. Le *Registre de Franciscus Lixaldius* a été édité par M. le professeur Rachfahl, de l'Université de Halle, d'après un manuscrit des Archives du royaume de Saxe, à Dresde. Lixaldius était trésorier général de l'armée espagnole dans les Pays-Bas, de 1567 à 1576, et son registre contient le compte de ses dépenses pendant ces années si agitées. L'original de ce document, qui était en espagnol, et que Lixaldius avait fait imprimer, a totalement disparu, et c'est

d'après une traduction latine que M. Rachfahl l'a édité. Il est inutile de montrer quelle importante contribution il apporte à l'histoire du régime financier de nos provinces sous la domination espagnole.

3. La *Liste provisoire des ouvrages à consulter pour la rédaction des catalogues d'actes* a été dressée sous les auspices de la Commission par M. J. Brassine. Elle sera distribuée aux collaborateurs et aux correspondants ordinaires de la Commission, qui seront invités à la corriger et à la compléter; elle sera ensuite l'objet d'un nouveau tirage, et, sous sa forme définitive, elle devra être dépouillée par les divers auteurs des *Catalogues d'actes* dont la Commission a décidé la publication.

Le *Bulletin* de la Commission s'est enrichi, cette année comme les précédentes, de plusieurs mémoires dus, les uns à des membres de la Commission, les autres à des érudits qui n'en font point partie. En voici la liste :

S. Balau, *La bibliothèque de l'abbaye de Saint-Jacques, à Liège.*

P. Collinet. *Une copie retrouvée du Cantatorium Sancti Huberti.*

A. Hansay, *La Crenée générale du pays de Liège en 1470 et le dénombrement des feux.*

H. Vanderlinden, *Le premier manuscrit original des RES LOVANIENSES, de Divæus (1564-1565).*

L. Devillers, *Note sur un cartulaire de la terre d'Avesnes.*

H. Pirenne, *La bulle fausse de Nicolas I^{er} pour le monastère de Saint-Pierre.*

J. Cuvelier, AL CHAYNE. *Contribution à l'histoire de l'origine des institutions judiciaires.*

A. Lesort, *Particularités relatives à un acte du cartulaire d'Orval.*

M. Prou, *Examen de deux diplômes de Philippe I^{er} pour l'abbaye de Messines.*

S. Balau, *La bibliothèque de l'abbaye de Saint-Jacques, à Liège. Notes complémentaires.*

Le même, *Comment Jean d'Outremeuse écrit l'histoire.*

J. Cuvelier, *Notes pour servir à la biographie et à l'étude critique de l'œuvre de Jacques de Hemricourt.*

Le même, *Les archives de la Grande Commanderie de l'Ordre teutonique des Vieux-Jones, à Düsseldorf.*

Le P. Jacquin, *Étude sur l'abbaye de Liessies (1095-1147).*

C. Van den Haute. *Note sur quelques chartes de l'abbaye de Saint-Pierre, à Gand.*

A. Hansay, *La Crenée générale du pays de Liège en 1470. Note complémentaire.*

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments respectueux.

Le président de la Commission,

STANISLAS BORMANS.

Le secrétaire,

GODEFROID KURTH:

2. Publications.

La Commission décide d'ajourner l'examen du projet de publication d'un *Catalogue des actes des évêques de Cambrai*, qui lui avait été remis par M. Van der Mynsbrugge. Cet érudit, n'ayant pu, pour cause d'indisposition, lui soumettre son avant-projet en temps utile, et, d'autre part, M. l'abbé Dubrulle, archiviste de l'archidiocèse de Cambrai, ayant offert ses services à la Commission pour l'élaboration de ce recueil, qui intéresse au même degré le nord de la France et la Belgique, le secrétaire est chargé de demander

à M. l'abbé Dubrulle, pour la prochaine séance, un rapport qui puisse être éventuellement publié au *Bulletin*.

En ce qui concerne la table de la cinquième série du *Bulletin*, MM. J. Halkin et E. Poncelet ayant décliné la mission de la publier aux conditions antérieures, la Commission décide de reporter cet objet à l'ordre du jour de la prochaine séance.

MM. E. de Marneffe et A. Hansay soumettent à la Commission le texte de l'*Obituaire de Saint-Lambert de Liège*, prêt à être édité, et lui demandent de les charger de la publication de ce travail dans sa collection d'obituaires. MM. Bormans, Vanderkindere et Kurth sont chargés d'examiner ce travail.

COMMUNICATIONS.

La Commission a reçu communication des travaux suivants, dont elle décide l'impression au *Bulletin* :

A. Cauchie, *Extension de la juridiction du nonce de Bruxelles aux duchés de Limbourg et de Luxembourg (1781)*.

F. Straven, *Les archives des trois États de l'ancien pays de Liège*.



I

L'extension de la juridiction du nonce de Bruxelles aux duchés de Limbourg et de Luxembourg en 1781.

(Par ALFRED CAUCHIE.)

Si minimes que puissent paraître les quelques pièces que nous publions ici, elles sont cependant de nature à nous éclairer sur un point assez bien oublié du programme réformateur de Joseph II dans le domaine des relations de l'Église et de l'État ⁽¹⁾. Peut-être aussi contribueront-elles quelque peu à attirer l'attention des historiens sur une institution importante de l'ancien régime, institution dont l'organisation est encore fort peu connue et ne pourra d'ailleurs l'être complètement que le jour où l'ensemble des archives de la nonciature de Flandre aura été exploré ⁽²⁾.

(1) Nous n'avons rien vu à ce sujet dans les savants travaux de M. E. HUBERT (*Le voyage de l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas [31 mai 1781-27 juillet 1781]*. Étude d'histoire politique et diplomatique. Bruxelles, 1900) et de M. H. SCHLITZER (*Die Regierung Josefs II. in den österreichischen Niederlanden. 1. Theil. Vom Regierungsantritt Josefs II. bis zur Abberufung des Grafen Murray*. Vienne, 1900).

(2) M. l'abbé J. DENS et M. l'abbé R. MAERE ont jadis étudié à notre séminaire historique *L'organisation de la nonciature de Flandre depuis son origine jusqu'à la Révolution française (1596-1795)*, mais d'après des données forcément très incomplètes. Ils ont brièvement mentionné la question que nous exposons ici. Voir le *Rapport sur les travaux du Séminaire Historique pendant l'année académique 1896-1897* dans l'*Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, pp. 344 et suiv. Louvain, 1898.

Lors de la mission de Bonomi en qualité de nonce à Cologne en 1584, les diocèses de Liège et de Trèves furent compris dans le ressort de sa juridiction fixé par une bulle du 19 janvier 1585 ⁽¹⁾. En conséquence, les territoires du Limbourg ⁽²⁾ et du Luxembourg ⁽³⁾ compris dans les limites de ces diocèses relevèrent de l'autorité des envoyés du Saint-Siège à Cologne. Même après l'établissement d'une noncia-

(1) Bulle de Grégoire XIII à Bonomi, évêque de Verceil : « *Ad Germaniæ partes...* ». Bonomi était député comme nonce « ad Coloniensem, Moguntinensem, Trevirensen, Basileensem, Argentinensem, Spirensen, Wormatiensem, Monasteriensem, Osnaburgensem, Padebornensem, Leodiensem, Luxemburgensem ceterasque Inferioris Germaniæ ac Belgarum et duci Cliviensi et Juliacensi subjectas provincias, ducatus et loca omnia ». *Concilia Germaniæ*, éd. J. HARTZHEIM, t. VIII, p. 498. Cologne, 1769. Une copie de cette bulle est conservée aux Archives de la cathédrale de Tournai, *Miscellanea Canonica* B, n° 14. — Cfr. MAX LOSSEN, *Zur Geschichte der päpstlichen Nuntiatur in Köln 1573-1578* dans les *Sitzungsberichte der Münchener Akademie*, 1888, t. I, pp. 159-196; HANSEN, *Nuntiaturberichte aus Deutschland*. Dritte Abtheilung, 1572-1586, t. I, Anhang, pp. 719-736 : *Die Begründung der ständigen Nuntiatur in Köln*, Berlin, 1892; K. UNKEL, *Die Errichtung der ständigen apostolischen Nunziatur in Köln* dans le *Historisches Jahrbuch*, t. XII (1894), pp. 505-537; S. EHSES et A. MEISTER, *Nuntiaturberichte aus Deutschland, 1584-1590*. Erste Abtheilung, *Die Kölner Nuntiatur*, t. I, p. XLIV. Paderborn, 1895.

(2) Lors de l'érection de nouveaux évêchés aux Pays-Bas par la bulle *Super universi* du 12 mai 1559, le diocèse de Liège perdit toutes les paroisses situées dans les Pays-Bas espagnols, excepté celles comprises dans les duchés de Luxembourg et de Limbourg. Au duché de Limbourg correspondait l'archidiaconé de Campine comprenant les doyennés de Maesyck, de Beeringen, de Susteren et de Wassenberg. Cfr. J. DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant le xvr^e siècle*, p. 199. Liège, 1884.

(3) « Le Luxembourg relevait au spirituel des diocèses de Liège, Metz, Reims, Verdun, Trèves et Cologne. Au xvr^e siècle, l'archevêque de Trèves

ture à Bruxelles, en 1596 ⁽¹⁾, ces pays continuèrent d'être soumis aux représentants de Rome à Cologne.

Une lettre de Charles de Lorraine, gouverneur général des Pays-Bas autrichiens, adressée à Marie-Thérèse le 13 juillet 1763 ⁽²⁾, nous donne l'explication de cette anomalie en même temps qu'elle nous en fait constater la perdurance. « ... A l'exception du seul cas de la visite du

avait juridiction sur tout le grand-duché actuel, plus Longuyon, Virton, Ivoix-Carignan, Juvigny et plusieurs localités sises aux environs de Sedan, en tout 7 villes, 249 cures et presque autant de filiales. L'évêque de Liège conférait 200 cures, l'évêque de Metz 40, l'archevêque de Reims 14, l'évêque de Verdun et l'archevêque de Cologne, chacun un petit nombre. En 1559, l'évêque de Namur obtint aussi juridiction sur quelques paroisses luxembourgeoises. » E. HUBERT, *ouvrage cité*, p. 238, n. 3. Cf. P. CLAESSENS, *Quelques éclaircissements sur l'établissement des évêchés dans les Pays-Bas*, pp. 118 et suiv. Louvain, 1859; PETERS, *Die Luxemburger Bisthumsfrage* dans les *Publications de l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg*, t. XLIII, 1895, pp. 282-300.

⁽¹⁾ Cf. V. BRANTS, *Jehan Richardot*. Note d'après des documents inédits sur les origines de la légation des Pays-Bas à Rome, dans *Le Muséon*, t. X, p. 96 et suiv. Louvain, 1891. — Le bref d'érection adressé par Clément VIII à l'archiduc Albert le 20 avril 1596, nomme Ottavio Mirto nonce « in Belgio » d'une manière générale, sans préciser les territoires soumis à sa juridiction.

⁽²⁾ *Archives générales du royaume à Bruxelles*, chancellerie des Pays-Bas à Vienne, liasse D. 84, litt. N (original). — Cette lettre ne fait que résumer sur ce point une consulte du conseil privé, du 2 juillet 1763, et cette dernière s'appuie à son tour sur divers autres documents, notamment sur une consulte du 3 février 1759 et sur diverses lettres du conseil de Luxembourg, l'une du 1^{er} août 1739 à l'empereur Charles VI et deux autres du 5 et du 21 mai 1763 adressées à l'impératrice Marie-Thérèse (*ibidem*). — Nous nous faisons un devoir de remercier M. A. Gaillard, archiviste-adjoint, et M. H. Nélis, attaché aux archives générales, de l'extrême bienveillance qu'ils ont mise à nous faciliter l'étude des divers documents des archives du royaume que nous utilisons ici.

doyenné d'Ivoix faite en 1616 ⁽¹⁾, pour laquelle le nonce de Bruxelles a délégué l'évêque de Namur, écrit-il, il n'est point d'exemple de quelque acte de juridiction de la part de ce dernier nonce dans le Luxembourg... ». « .. On croit, dit-il plus loin, pouvoir donner pour raison de l'usage qui s'est introduit dans la province de Luxembourg de s'adresser au nonce de Cologne, que, la plus grande partie de la province de Luxembourg dépendant des diocèses de Trèves, de Cologne et de Liège, qui sont sujets à la direction du nonce de Cologne, il paraissait convenir aussi d'avoir recours, pour appeler des sentences rendues en l'un ou l'autre de ces diocèses, à celui qui est constitué leur supérieur... »

On admet généralement, et j'ai cru moi-même que cette situation avait perduré jusqu'à la suppression de ces deux nonciatures lors de la Révolution française ⁽²⁾. Il n'en est rien. Une modification importante fut apportée sous le règne de Joseph II. En 1781, l'empereur ordonna que les pays en question ressortiraient à la nonciature de Bruxelles ⁽³⁾. Il ne voulut pas cependant laisser publier son décret, mais se contenta de recommander aux conseil-

(1) Cf. Lettres des archiducs Albert et Isabelle au conseil de Luxembourg, le 12 novembre 1616, et la réponse de ce conseil aux archiducs, le 9 janvier 1617 (*ibidem*).

(2) Cfr. A. CAUCHIE, *De la création d'une école belge à Rome*, p. 20. Tournai, 1896.

(3) D'après une analyse conservée aux *Archives générales du royaume à Bruxelles* (chancellerie des Pays-Bas à Vienne, répertoire n° 48, lettre N), le 12 mai 1781, le prince de Starhemberg avait adressé au conseil privé un décret en vue de faire cesser toute juridiction du nonce de Cologne dans le Luxembourg.

La liste chronologique des édits et ordonnances des Pays-Bas autri-

lers du Luxembourg d'en donner comme d'eux-mêmes connaissance aux intéressés ⁽¹⁾.

Cette question avait souvent préoccupé lesdits conseillers. « Dès l'année 1671, écrit encore Charles de Lorraine à l'impératrice ⁽²⁾, un conseiller procureur général de Luxembourg avait déjà donné à connaître qu'il serait bien plus naturel que les appels des sentences fussent portés à la nonciature établie sous la domination de V. M. qu'à un nonce étranger, tel que celui de Cologne. » Cependant, mus par la pensée de sauvegarder certaines autonomies, le conseil de Luxembourg se montra fort peu favorable, sous le règne de Marie-Thérèse, au projet de soumettre cette province à la juridiction du nonce de Bruxelles. «... Les sujets de cette province, écrivent ses membres à l'impératrice, le 21 mai 1763 ⁽³⁾, n'ont recouru jusqu'à présent

chiens, de 1751 à 1794, deuxième partie, 1781-1794 (Bruxelles, 1858) ne mentionne pas le décret relatif à la juridiction du nonce de Cologne dans le duché de Limbourg, mais elle signale (p. 9), sous la date du 19 mai 1781, un *décret prescrivant de faire cesser la juridiction que le nonce de Cologne exerçait dans la province de Luxembourg*, et (p. 11) un décret semblable, sous la date du 5 juillet 1781. — Nous devons à la gracieuse bieuveillance de M. Ruppert, conseiller secrétaire général du Gouvernement à Luxembourg, le plaisir de pouvoir donner le texte de ces deux pièces et de la réponse du conseil de Luxembourg en date du 29 juin 1781.

⁽¹⁾ Voir *ci-dessous*, n° V, la lettre de l'empereur en date du 5 juillet 1781.

⁽²⁾ Lettre citée *ci-dessus*, p. 3, n. 1.

⁽³⁾ Lettre citée *ibidem*. Cfr. la lettre du même conseil à l'impératrice Marie-Thérèse, le 5 mai 1763 (citée *ibidem*); voir aussi l'arrêt du conseil de Luxembourg, du 11 septembre 1697, en cause de Cornely, doyen de la chrétienté de Stavelot (*Archives générales du royaume*, chancellerie des Pays-Bas à Vienne, liasse D. 81, litt. N, n° 3).

qu'au nonce de Cologne, sans que nous sachions que celui résident en la cour de Bruxelles ait jamais exercé aucune juridiction en cette même province... » Néanmoins, lors de la réalisation de cette réforme, ils firent bon accueil aux ordres de l'empereur ⁽¹⁾.

A part la correspondance du nonce Busca, nous n'avons trouvé aucun renseignement sur cette réforme en tant qu'elle concernait le duché de Limbourg.

Rome s'inclina devant la décision du monarque sans la moindre résistance. En soi, c'était sagesse : cette rectification des frontières, naturelle en elle-même, était dans le vœu des nonces de Flandre. C'est ce que nous apprennent les deux pièces qui suivent : une lettre de Busca, adressée le 22 mai 1781 à Lazzaro Opizio Pallavicini, secrétaire d'État à Rome, et la réponse de celui-ci à Busca, en date du 9 juin ⁽²⁾. Jusque-là, d'ailleurs, Rome paraît bien avoir ignoré cette bizarre répartition des territoires assignés à la juridiction de ses envoyés à Bruxelles et à Cologne. « ... Il se peut, lisons-nous dans la lettre de Charles de Lorraine, du 13 juillet 1763 ⁽³⁾, et il est même apparent que la cour de Rome elle-même ignore que le nonce de Bruxelles ne remplit pas l'objet de ses bulles et que celui de Cologne outrepassé les siennes. Je m'en persuade d'autant plus facilement que, si l'on avait cru à Rome que la juridiction du nonce de Cologne s'étendait sur la province de Luxembourg, le Saint-Père aurait dirigé en 1725 sur ce prélat la commission de visiter l'abbaye d'Orval, infectée alors du

⁽¹⁾ Voir *ci-dessous*, n° IV, la lettre du conseil du Luxembourg en date du 29 juin 1871.

⁽²⁾ Voir *ci-dessous*, nos II et III.

⁽³⁾ Voir *ci-dessus*, p. 3, n. 2.

jansénisme, tandis qu'il l'a dirigée sur le nonce de Bruxelles, lequel a subdélégué à cet effet l'abbé de Grimbergh. »

Quelle raison guidait Joseph II? Ni lui-même ni le nonce ne nous le disent expressément, mais il est visible que l'empereur entendait unifier les frontières religieuses, les harmoniser aux frontières civiles des Pays-Bas et soustraire les habitants de ces contrées aux influences étrangères. Du même coup, il affirmait sa suprématie en matière religieuse.

En ce point, comme en bien d'autres d'ailleurs, Joseph II innovait beaucoup moins qu'on ne le croit encore trop souvent : cette réforme était en gestation depuis longtemps, comme le prouvent de multiples documents, pour la raison surtout que les bulles du nonce de Cologne n'étaient pas placetées à Bruxelles ⁽¹⁾. Pour ne plus revenir sur le vœu émis en 1671 par un conseiller provincial du Luxembourg, disons seulement que cette réforme avait été plusieurs fois à l'ordre du jour sous le règne de Marie-Thérèse. A la suite d'un conflit de juridiction soulevé en 1751, le conseil privé avait observé, dans sa consulte du 30 juillet 1753, « que le nonce de Bruxelles pouvait exercer sa juridiction dans tous

(1) Voir notamment la lettre de Charles de Lorraine à Marie-Thérèse, le 13 juillet 1773, citée *ci-dessus*, p. 3, n. 2, et la lettre du même à la même, le 4 mai 1776, accompagnant la consulte du conseil privé, du 28 mars 1776, sur les facultés du nonce Busca et le *placet* de ces facultés (*Archives générales du royaume*, chancellerie des Pays-Bas à Vienne, liasse D. 100, litt. N. 2). Cfr. la *Consulte du conseil privé sur l'admission des nonces du Saint-Siège aux Pays-Bas*, du 16 mai 1725, publiée par GACHARD (CRH, 3^e série, t. XIII, 1872, pp. 147 et suivv.); J. LAE-NEN, *Le ministère de Botta-Adorno dans les Pays-Bas autrichiens*, pp. 229 et suivv. Anvers, 1901.

les Païs-Bas sans distinction de diocèse » (1). En 1759, il émet l'avis « que pour ne pas laisser subsister plus longtemps les abus qui se sont glissés à cet égard, le pape, en dénommant le successeur au nonce de Cologne d'aujourd'hui, ne comprit pas dans sa commission la province de Luxembourg » (2). Dans sa lettre du 13 juillet 1763, le gouverneur général Charles de Lorraine, s'inspirant d'une consulte du conseil privé, tient compte de la puissance de l'usage, mais voit du « fondement pour que les choses soient remises dans leur ordre naturel ». Enfin, lors de l'arrivée de Busca en qualité de nonce aux Pays-Bas, la question est de nouveau portée devant l'impératrice par le gouverneur général Charles de Lorraine (3) et, à la suite d'un rapport du prince de Kaunitz, chancelier de cour et d'État à Vienne (4), Marie-Thérèse écrit à son beau-père, le 4 juin 1776 (5) : « J'ai chargé mon chancelier d'entrer ultérieurement en correspondance avec le prince de Starhemberg pour concerter avec lui les mesures à prendre pour faire cesser la juridiction que le nonce de Cologne exerce

(1) Lettre de Charles de Lorraine, du 13 juillet 1763, citée *ci-dessus*, p. 3, n. 2. Le gouverneur général faisant appel à cette consulte du conseil privé, en date du 30 juillet 1753, accompagne son exposé de l'observation suivante : « Il (le conseil privé) en a égaré le souvenir et la consulte même ne se retrouve pas dans ses Actes ; j'en joins ici le précis qui existe dans les registres de la secrétairie d'État et de guerre. »

(2) Consulte du 3 février 1759, citée *ci-dessus*, p. 3, n. 2.

(3) Lettre du 4 mai 1776, *Archives générales du royaume à Bruxelles*, chancellerie des Pays-Bas à Vienne, liasse D. 100, litt. N. 2, n° 2. — Original.

(4) Rapport du prince de Kaunitz à Marie-Thérèse, du 3 juin 1776 : *fonds cité* n. 3, n° 1. — Original.

(5) *Fonds cité*, N. 2. — Minute.

incompètement dans la province de Luxembourg. » Après un échange de lettres ⁽¹⁾, le ministre plénipotentiaire annonce au chancelier, le 3 septembre 1776 ⁽²⁾, qu'il prendra des mesures pour qu'on ne reconnaisse dans le Luxembourg d'autre juridiction que celle du nonce de Bruxelles.

Toutefois, il faut attendre le règne de Joseph II pour voir éclore cette réforme si longtemps projetée. L'empereur s'empresse d'autant plus volontiers de la réaliser, qu'elle répond parfaitement à l'ensemble de ses desseins en matière religieuse.

Cette modification, en effet, coïncidait pour ainsi dire avec le projet de soustraire nos provinces à la juridiction des évêques étrangers ⁽³⁾, d'ériger dans ce but un diocèse dans le Luxembourg ⁽⁴⁾, et elle faisait corps avec les mesures de Joseph II pour supprimer toute union des religieux des Pays-Bas avec des supérieurs étrangers ⁽⁵⁾. En même

(1) 23 juillet et 13 août 1776, lettres du ministre au chancelier ; 24 et 30 août 1776, lettres du chancelier au ministre. Ces pièces n'existent plus ; mais elles sont résumées aux archives générales du royaume à Bruxelles dans les répertoires de la chancellerie des Pays-Bas à Vienne, reg. n° 43, pp. 314 et 315.

(2) *Ibidem*.

(3) Cfr. E. HUBERT, *ouvrage cité*, texte pp. 237 et suiv. et pièces justificatives, pp. 395, 419 et 427. V. *Liste chronologique des édits et ordonnances*, sous la date du 23 mai 1781, p. 9.

(4) Sur le projet de créer un évêché dans le Luxembourg, voir E. HUBERT, *ouvrage cité*, chap. XIV, pp. 238-251 et pièces justificatives, pp. 390, 417, 427 et 431. Cfr. PETERS, *ouvrage cité*, pp. 281 et suiv.

(5) Sur la suppression des rapports des religieux des Pays-Bas avec les supérieurs étrangers, voir E. HUBERT, *ouvrage cité*, texte pp. 223 et suiv. et pièces justificatives, pp. 330 et suiv., 395, 419 et 427. Cfr. *Liste chronologique des édits et des ordonnances*, sous la date du 28 novembre 1781, p. 16 ; du 8 mars 1782, p. 21 ; du 3 avril 1782, p. 22 ; du 4 mai 1782, p. 24 ; du 19 août 1782, p. 30 ; du 18 novembre 1782, p. 33.

temps, elle affirmait le droit de l'empereur de régler les affaires religieuses et répondait à son désir d'établir une église nationale. Car si cette innovation était rationnelle en soi, elle n'était que la préface des restrictions qui furent apportées aux facultés religieuses du nonce, et elle préluait à la suppression de sa juridiction; en effet, le gouvernement de Joseph II refusa finalement d'accorder le placet aux envoyés de Rome ⁽¹⁾.

Simple coïncidence, la lettre du nonce partait à Rome pour annoncer cet acte, le jour même où Joseph II quittait Vienne (22 mai 1781) ⁽²⁾ pour venir aux Pays-Bas pour suivre une politique de réformes radicales.

I. — *Lettres closes de l'empereur Joseph II au Conseil du Luxembourg.*

Bruxelles, le 19 mai 1781.

L'empereur prescrit de faire cesser dans le Luxembourg la juridiction du nonce de Cologne.

Archives du gouvernement à Luxembourg. — Registrature du Conseil provincial, vol. 35 JJ, 1781 et 1782, fol. 3.

(1) Lors de la nomination de Zondadari en qualité de nonce de Flandre, elgiojoso déclara à son prédécesseur Busca qu'à l'arrivée de Zondadari « on n'accorderait pas le placet à son bref, l'ordre étant donné de le recevoir comme simple ministre étranger ». Zondadari n'osa pas risquer de présenter ce bref (lettre de Zondadari au cardinal Boncompagni, secrétaire d'État, en date du 6 juin 1786, NF, 135 Ss). Joseph II avait d'ailleurs déjà supprimé les dispenses de mariage, les appels et toute juridiction quelconque du nonce (lettre de Busca au cardinal Boncompagni, en date du 22 mars 1785. NF, 135 Rr). Peu après, Joseph II fit expulser Zondadari des Pays-Bas par décret du 14 février 1787. Le nonce se retira à Saint-Trond, et c'est de là qu'il continua d'entretenir sa correspondance avec le cardinal Boncompagni.

(2) Cfr. E. HUBERT, *ouvrage cité*, p. 32.

L'empereur et roi.

Très cher, chers et féaux,

Nous étant fait représenter les rétroactes⁽¹⁾ concernant la juridiction que le nonce de Cologne exerce dans notre province de Luxembourg, Nous avons résolu, à la délibération de notre cher et féal cousin, George Adam, prince de Starhemberg, Notre lieutenant gouverneur et capitaine général des Pais Bas ⁽²⁾, de faire cesser maintenant l'usage qui peut s'être introduit à cet égard, comme contraire aux bonnes règles et aux principes, d'après lesquels les facultés des nonces de Bruxelles, admis d'ailleurs pour la généralité de Nos provinces aux Pais Bas, ont été soumises à des réserves et des restrictions, et c'est en conséquence Notre intention que vous refusiez désormais le placet sur toutes dispositions quelconques que le nonce de Cologne pourrait faire. A tant, très cher, chers et féaux, Dieu Vous ait en Sa sainte garde.

De Bruxelles, le 19 mai 1781. Ne. v^t.

Par ordre de Sa Majesté,

(Sig.) P. MARIA.

(1) Voir la plupart des pièces des archives générales du Royaume citées ci-dessus. Plusieurs de ces pièces renvoient d'ailleurs à d'autres documents encore.

(2) Sur le prince George Adam de Starhemberg (1724-1807), successeur de Coblenz en qualité de ministre plénipotentiaire des Pays-Bas autrichiens (1770-1783), voir la notice de SCHLITZER dans l'*Allgemeine deutsche Biographie*, t. XXXV, pp. 471 et suivv. Leipzig, 1893. — L'archiduchesse Marie-Christine et son époux le duc Albert de Saxe-Teschen, nommés récemment gouverneurs généraux, pour remplacer le prince Charles de Lorraine († 4 juillet 1780), n'arrivèrent aux Pays-Bas qu'au mois de juillet 1781. En attendant, Starhemberg remplissait les fonctions de gouverneur général.

II. — *Ignazio Busca, nonce de Flandre, au cardinal Lazzaro Opizio Pallavicini, secrétaire d'État à Rome.*

Bruxelles, 22 mai 1781.

Le gouvernement de Bruxelles a décidé que les territoires des diocèses de Liège et de Trèves, faisant partie des Pays-Bas autrichiens, ressortiront désormais non plus à la nonciature de Cologne, mais à celle de Bruxelles. Le nonce estime inutile de réagir. Il croit posséder déjà juridiction sur ces régions; toutefois, par mesure de prudence, il prie le cardinal d'en parler au pape et d'avertir le nonce de Cologne, bien que, d'ailleurs, il écrive lui-même à celui-ci.

Original aux *Archives vaticanes*. *Nunziatura di Fiandra*, 135 Pp. Au dos : *Emo Signor Card^e Pallavicini, Segretario di Stato, Roma*. Annotation de la chancellerie : *R[icervu]ta ai 9 de giugno 1781*.

Emo. e Rmo. Signore Sig. Padrone Colendissimo.

Il signor de Crumpipen, segretario di stato e di guerra⁽¹⁾, in nome del signor principe di Staremborg, governatore generale interino, mi ha dato parte che questo governo ha già presa la risoluzione d'ordinare che da qu' in avanti ne' paesi compresi nella dominazione austriaca e particolarmente Limburgo e Luxemburgo, che spettano alle diocesi di Treveri e Liegi, non si ammetta più alcuna cosa

(1) Sur Crumpipen, secrétaire général d'État et de guerre, voir J. LAE-NEN, *ouvrage cité*, pp. 60-63 et *passim*.

proveniente dalla Nunziatura di Colonia, che pretendeva d'averne diritto, ma che si dirigga ognuno alla Nunziatura di Bruxelles, come fanno gl'altri paesi compresi nella medesima dominazione. Avvanzo la notizia di questa risoluzione à V^a Em^a, mentre ben sa che la detta Nunziatura di Colonia ha sempre preteso d'esercitare la giurisdizione nelle accennate diocesi di Treveri e Liegi, anche nella parte compresa nella dominazione austriaca, sebbene contrastatagli da qualche mio antecessore. In oggi però sarebbe inutile che si facesse alcun sforzo, mentre l'accennato signor Crumpipen m'ha assicurato che tali sono gl'ordini di Vienna e che non si tornerà mai indietro. Non v'ha dubbio che li miei Brevi ⁽¹⁾ parlano delle mie facoltà in tutta la dominazione austriaca, e non pare che io abbia bisogno d'altre facoltà per ivi esercitarle; ma siccome v'è stato sempre l'accennato dubbio che l'avesse Mons. nunzio di Colonia, particolarmente nella diocesi di Treveri, perciò a maggior cautela prego l'Em^a V^a di parlarne a N^o S^o ⁽²⁾, acciò con maggior sicurezza possa io esercitarla in questi paesi. Intanto do parte anche a Mons. nunzio di Colonia della risoluzione di questo governo; ma non sarà inopportuno che l'Em^a V^a l'avverta con lettera d'ufficio, acciò non nascano equivoci e dissapori con questo governo medesimo.

(1) Le bref de Busca devait être analogue à celui du 6 septembre 1725, du pape Benoît XIII au nonce G. Spinelli (voir Archives générales du royaume. Carton 72 du conseil privé) et à celui de Clément XII au nonce Luca Tempi, du 19 novembre 1736. (Documents du chapitre de Saint-Ursmer à Binche, aux Archives de l'État à Mons.) Les brefs donnent pour ressort à la juridiction du nonce les « Belgicas ditiones »

(2) Pie VI (1776-1795).

Tanto m'occorre di significare a V^a Em^a, a cui umilissimamente m'inchino nell'atto di rassegnarmi.

Brusselles, 22 Maggio 1781.

Di V^a Em^a

Umilm^{mo} devotmo. et obb^{mo} servitore
I. ARCIV. D'EMESA, nunzio apostolico.

III. — *Le cardinal Lazzaro Opizio Pallavicini,
secrétaire d'État, à Busca, nonce de Flandre.*

Rome, 9 juin 1781.

Le pape Pie VI est d'avis que le nonce se conforme à la décision du gouvernement. Le cardinal annonce qu'il avise le nonce de Cologne et avertit Busca d'agir comme ayant les facultés de son confrère de Cologne.

Archives vaticanes. Nunziatura di Fiandra, 153 D. Registre.

Al medesimo (nunzio di Fiandra).

Avendo fatto il dovuto rapporto a N^o S^{re} di quanto si legge in uno de' di lei fogli de' 22 dello scaduto, relativo alla intenzione della Corte Cesarea, che il signor de Crum-pipen partecipava a V^a S^a, di che gli abitanti di Limburgo e di Luxemburgo, come sudditi Cesarei, benchè stanziati dentro le rispettive diocesi di Treveri e di Liegi, ne' casi pe' quali soliti erano di ricorrere alla Nunziatura di Colonia, abbiano a rivolgersi in vece a quella di Brusselles, la stessa Santità Sua mi ha comandato di riscriverle, come lo ese-

guisco, essere mente sua ch' Ella faccia ammettere in cotesta sua curia i ricorsi che gli procedano da detti paesi, con promuoverne lo sfogo corrispondente e proporzionato.

Rendo di ciò consapevole Mons. nunzio di Colonia a seconda della di lei provvida avvertenza. Resterà conseguentemente a di lei carico l'avvisarmi della comparsa effettiva innanzi di lei de' ricorsi suddetti. Servendosi dunque Ella come munita, in virtù di questa mia lettera, di tutte quelle facoltà necessarie ed opportune ad ultimare i ricorsi o istanze accennate di sopra, di tutte quelle dico, che i nunzii di Colonia pro tempore si erano praticamente esercitate e consolidate, le auguro etc.

Roma, 9 Giugno 1781.

IV. — *Réponse du Conseil du Luxembourg aux lettres closes de l'empereur Joseph II, du 19 mai 1781.*

29 juin 1781.

Le Conseil du Luxembourg répond à l'empereur qu'il se conformera à son décret du 19 mai précédent.

Archives du gouvernement à Luxembourg, fonds cité.

Sire,

Nous avons reçu en son tems les lettres closes de Votre Majesté du 19 du mois passé, par lesquelles, en nous faisant connaître qu'Elle avait résolu de faire cesser maintenant l'usage qui pourrait s'être introduit à l'égard de la juridiction que le nonce de Cologne exerce dans cette pro-

vince comme contraire aux règles et principes, d'après lesquels les facultés du nonce de Bruxelles ont été soumises à des réserves et des restrictions, elle nous ordonna de refuser désormais le placet sur toutes dispositions que le nonce de Cologne pourrait faire.

Nous ne manquerons pas de nous y conformer avec toute l'attention requise dans les occasions qui s'en présenteront, mais nous sommes dans l'incertitude si l'intention de Votre Majesté n'est pas que nous instruisions le public de ces ordres par une publication à faire à l'ordinaire, vu que sans cette connaissance les sujets de Votre Majesté continueraient à s'adresser au nonce de Cologne et supporteraient des frais à pure perte; fort étonnés ensuite de se voir refuser le placet sans en savoir la raison, ni à qui ils pourraient s'adresser.

Nous La supplions donc très humblement d'être servie de nous faire connaître Ses intentions à cet égard, et si Sa volonté est que nous fassions parvenir à Son Conseil privé cinquante exemplaires du mandement que nous ferons dépêcher.

Nous sommes avec la plus profonde soumission, etc.

V. — *Lettres closes de l'empereur Joseph II au Conseil du Luxembourg.*

Bruxelles, 5 juillet 1781.

En réponse à une demande du Conseil du Luxembourg, l'empereur lui mande de ne pas publier le décret du 19 mai précédent, mais simplement d'en informer comme de lui-même les intéressés.

Archives du gouvernement à Luxembourg, fonds cité.

L'empereur et roi.

Très cher, chers et féaux,

Sur le compte qui Nous a été rendu de Votre représentation du 25 du mois dernier, par laquelle vous Nous suppliez de vous faire connaître si Nous agréons que vous fassiez publier dans votre ressort le décret que Nous vous avons adressé le 19 du mois précédent, par lequel Nous avons fait cesser l'usage qui s'était introduit dans Notre province de Luxembourg touchant la juridiction que le nonce de Cologne y exerçait, Nous vous faisons la présente pour vous dire que Nous ne trouvons pas convenir que vous fassiez publier ce décret dont vous pourrez cependant informer comme de vous-mêmes ceux que vous croirez devoir en avoir connaissance. A tant, très cher, chers et féaux, Dieu vous ait en Sa sainte garde.

De Bruxelles, le 5 juillet 1781. Ne v^t.

(*Sig.*) P. MARIA.

A ceux du Conseil de Luxembourg.



II

Les archives des Trois États de l'ancien pays de Liège.

(Par FRANÇOIS STRAVEN.)

Les sources historiques qui exposent avec le plus de vérité la situation politique intérieure et les relations extérieures de l'ancienne principauté de Liège sont incontestablement les textes des propositions faites par les princes-évêques aux États du pays et les procès-verbaux des résolutions des États sur les propositions des princes. Celui qui a consulté au dépôt des archives de l'État à Liège les registres des journées d'État, tenues de 1643 à 1794, a pu se convaincre de ce que nous disons et a bien souvent dû regretter l'absence de registres concernant des époques plus reculées. L'*Inventaire sommaire* publié récemment mentionne bien deux résumés des délibérations des Trois États portant l'un sur la période 1541 à 1580 ⁽¹⁾, l'autre sur les années 1557 à 1572; mais ces résumés sont d'une concision telle qu'on n'acquiert, en les consultant, aucune idée précise sur les événements de l'époque qu'ils concernent.

Heureusement, la lacune qui existe pour les archives des Trois États du dépôt de Liège se trouve comblée par une

(1) M. le chevalier X. de Theux, à Bruxelles, possède, d'après ce qu'on nous apprend, un registre des journées d'État concernant cette même époque, 1541-1590, renfermant 120 feuillets, de même qu'un recueil de 179 feuillets commençant au 12 juillet 1649 et finissant en 1674.

collection de propositions et de résolutions découverte, il y a quelque temps, à l'hôtel de ville de Saint-Trond. La pièce la plus ancienne de ces documents porte la date de 1509; la plus récente se rapporte à l'année 1794. Nous croyons rendre service à ceux qui s'occupent de l'histoire du pays de Liège en communiquant la liste détaillée des actes retrouvés pour toute la période antérieure à 1643, date à laquelle commencent les registres du dépôt de Liège.

Relevé des pièces concernant les Journées des États du pays de Liège se trouvant aux archives de la ville de Saint-Trond (xvi^e siècle).

1509, 9 janvier.	Propositions du prince-évêque.
1511, 9 septembre.	Résolutions des États sur les propositions faites à cette journée.
1514, 28 mars.	Résolutions des États.
1515, 8 janvier.	Résolutions des États.
1518, 19 septembre.	Propositions du prince-évêque.
1521, 11 juillet.	Id. id.
1522, 30 juin.	Id. Résolutions des Trois États.
1527, 29 avril.	Propositions du prince-évêque. Résolutions de l'État primaire.
1529, 3 juin.	Résolutions des Trois États.
1531, 14 janvier.	Convocation. Extrait de la délibération des Trois États. Pièces annexes.
1536, 29 avril.	Propositions du prince-évêque. Délibérations des Trois États.
1536, 17 juin.	Résolutions du prince-évêque et des États sur les propositions des ambassadeurs de Sa Majesté Impériale.

- 1538, 29 juin. Résolutions des États.
- 1541, 14 décembre. Propositions du prince-évêque.
Résolutions des États.
Pièces annexes.
- 1542, 12 avril. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Annexes.
- 1542, 12 mai. Journée d'Essen. Instructions pour
les députés à la journée de l'em-
pire à Nuremberg. Annexe.
- 1542, 5 août. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. de la cité.
Id. des bonnes villes.
- 1542, 20 novembre. Convocation des États.
Propositions du chapitre en l'absence
du prince.
Délibérations du chapitre.
Id. des villes flamandes.
- 1543, 8 janvier. Convocation.
Propositions du prince.
Délibérations du chapitre.
Id. des villes de Tongres
et Saint-Trond.
Pièces annexes.
- 1543, 28 juin. Convocation.
Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. des métiers de Saint-
Trond.

- 1543, 28 juin. Résolutions des villes flamandes.
- 1544, 18 août. Propositions du prince-évêque.
Délibérations du chapitre
Id. des villes flamandes.
Pièces annexes.
- 1546, 29 décembre. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. des bonnes villes.
- 1549, 12 novembre. Convocation des États.
Propositions du prince.
Délibérations des Trois États.
- 1550, 3 juillet. Propositions du prince-évêque.
Projet et délibérations de la cité.
Délibérations des bonnes villes.
- 1551, 21 juillet. Propositions du prince.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. des villes flamandes.
Id. des villes wallones.
- 1552, 18 janvier. Propositions faites aux États.
Délibérations des villes flamandes.
Pièces annexes.
- 1552, 4 juillet. Propositions du prince-évêque.
Délibérations des Trois États.
- 1553, 11 avril. Délibérations du chapitre, de la cité
et des villes flamandes.
- 1554, 16 juin. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. des villes flamandes.
Id. des villes wallones.

- 1555, 7 mars. Convocation des États.
Propositions du prince-évêque.
Avis du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. de la cité.
Id. des villes flamandes.
Pièces annexes.
- 1556, 9 juin. Propositions du prince-évêque.
Délibérations du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. de la cité.
Id. des bonnes villes.
- 1557, 6 avril. Propositions du prince.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
- 1557, 14 décembre. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. de la cité.
Id. des bonnes villes.
- 1558, 27 juin. Propositions du prince.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. de la cité.
Id. des bonnes villes.
- 1559, 22 mai. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. des villes flamandes.
Apostilles du prince sur les résolutions des villes.
Réponses à ces apostilles.

- 1564, 4 mai. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
- 1565, 4 juillet. Résolutions des bonnes villes.
- 1566, 10 janvier. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Observations de la ville de Saint-Trond.
Résolutions des villes flamandes.
- 1566, 5 août. Avis de la cité et des bonnes villes.
Pièce annexe.
- 1567, 18 mars. Propositions du prince.
Résolutions de la noblesse.
Id. des villes.
- 1568, 17 mai. Propositions du prince-évêque,
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. des bonnes villes.
Pièces annexes.
- 1568, 18 septembre. Propositions du prince-évêque.
Avis des métiers de Saint-Trond.
Projet des réponses des villes flamandes.
Réponses des villes flamandes.
- 1570, 18 janvier. Propositions du prince-évêque.
Délibérations du chapitre.
Pièces annexes.
- 1571, 7 juin. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. des villes flamandes.

- 1571, 7 juin. Résolutions des villes wallones.
Pièces annexes.
- 1572, 14 avril. Propositions de l'évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. des bonnes villes.
- 1572, 9 décembre. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. des bonnes villes.
- 1574, 4 mai Propositions du prince-évêque.
Résolutions de la noblesse.
Id. des villes.
- 1575, 17 octobre. Propositions du prince-évêque.
Résolutions de la noblesse.
Id. des bonnes villes.
Pièce annexe.
- 1576, 2 novembre. Résolutions du chapitre.
Id. des bonnes villes.
- 1580, 2 août. Propositions du prince-évêque.
Résolutions de la noblesse.
Id. des bonnes villes.
- 1582, 27 août. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. des villes flamandes.
Id. des villes wallones.
- 1583, 15 novembre. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. de la cité.
Id. des villes flamandes.

- 1583, 15 novembre. Résolutions des villes wallones.
- 1584, 27 novembre. Propositions du prince-évêque.
Résolutions des Trois États.
- 1587, 8 juin. Propositions du prince-évêque.
Avis des villes flamandes.
- 1587, 10 décembre. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. de la cité.
Id. des bonnes villes.
- 1589, 6 juin. Propositions du prince-évêque.
Concept des villes.
Pièces annexes.
- 1589, 11 septembre. Propositions du prince-évêque.
Observations des villes de Saint-Trond
et Visé.
- 1590, 21 mai. Propositions de l'évêque.
Résolutions de la noblesse.
Id. des bonnes villes.
- 1591, 29 janvier. Propositions du prince-évêque.
- 1591, 3 septembre. Propositions du prince-évêque.
Résolutions du chapitre.
Id. de la noblesse.
Id. de la cité.
- 1593, 26 novembre. Résolutions des bonnes villes.
- 1594, 4 octobre. Propositions du prince-évêque.
- 1596, 25 juillet. Résolutions de l'État primaire et de
l'État Tiers.
- 1599, 15 juin. Propositions du prince-évêque à ses
États.
- 1602, 15 octobre. Propositions du prince.
Résolutions des Trois États.

1603, 4 mars.	Propositions du prince-évêque.
1607, 28 mai.	Propositions du prince-évêque. Protestations et résolutions des villes. Résolutions de la noblesse.
1613, 28 janvier.	Propositions du prince-évêque.
1616, 14 septembre.	Propositions du prince-évêque. Résolutions de la noblesse. Id. de la cité et des villes.
1630, 29 mars.	Propositions du prince-évêque.
1637, 29 décembre.	Propositions du prince-évêque.
1638, 7 octobre.	Résolutions des Trois États.
1639, 18 novembre à 1640.	Actes des journées de Saint-Trond.
1641, 23 avril.	Actes divers.
1642, 19 mars.	Propositions du prince-évêque. Résolutions de l'Etat Tiers.
1643, 30 avril.	Résolutions des bonnes villes.
1643, 10 juillet.	Propositions du prince-évêque.

Outre les archives des Trois États dont nous venons de dresser le relevé, la ville de Saint-Trond possède un « *Registre ou sont escriptes les propositions de Son Altesse Sérénissime avec les résolutions des Trois États du pay de Liege et comté de Looz commençant au 29^e de septembre 1649* ». Il a été publié *in extenso* dans notre *Inventaire des archives de la ville*, t. IV, p. 6 à 253. Ce registre finit au 27 mars 1671.

AVIS.

Tous les livres et brochures destinés à la Commission doivent lui être envoyés par l'intermédiaire de M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie.

Toute réclamation relative à l'envoi des Bulletins ou des Chroniques doit lui être faite par le même intermédiaire.

PUBLICATIONS DE LA COMMISSION.

IN-QUARTO.

Rymkronyk van Jan Van Heelu, uitgegeven met ophelderingen en aantekeningen door J.-F. WILLEMS; 1836.

Chronique rimée de Philippe Mouskès, publiée par le baron DE REIFFENBERG : t. Ier, 1836; t. II, 1838; Suppl., 1845.

Corpus Chronicorum Flandriae, édit J.-J. DE SMET : t. Ier, 1837; t. II, 1841; t. III, 1856 t. IV, 1865.

Brabantsche Yeesten of Rymkronyk van Brabant, door Jan De Klerk van Antwerpen, uitgegeven door J.-F. WILLEMS : t. Ier, 1839; t. II, 1843; t. III (par J. BOUMANS), 1869.

Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, de Hainaut et de Luxembourg. (Les tomes Ier, IV, V, VII et VIII ont été publiés par le baron DE REIFFENBERG.)

T. Ier. — Chartes de Namur et de Hainaut; 1844.

T. II. — Cartulaire de Cambrai, publié par J.-J. DE SMET, 1869.

T. III. — Suite et complément des Chartes de Hainaut, publié par M. LÉOPOLD DEVIILLERS; 1874.

T. IV et V. — Le Chevalier au Cygne et Godefroid de Bouillon; 1846 et 1848.

T. VI. — 1re partie : Suite du Chevalier au Cygne et Godefroid de Bouillon (publiée par ADOLPHE BORGNET), 1851; 2e partie : Glossaire, par EM. GACHET et LEMMECHT; 1859.

T. VII. — Gilles de Chin, poème; Chroniques monastiques; 1847.

T. VIII. — Autres chroniques monastiques du Namurois et du Hainaut, 1848.

Documents relatifs aux troubles de Liège sous les princes-évêques Louis de Bourbon et Jean de Hornes, publiés par le chanoine DE RAM; 1844.

Relation des troubles de Gand sous Charles Quint, suivie de 330 documents inédits sur cet événement, publiée par GACHARD, 1846.

Chronique de Brabant, par de Hynter, avec la traduction de Wauquelin, publiée par DE RAM : t. Ier, part. I et II, 1851 et 1860; t. II, 1854; t. III, 1857.

Joannis Molani historiae Locuniensium libri XIV, publiés par DE RAM : part. I et II; 1861.

Chronique de Jean de Stacelot, publiée par A. BORGNET; 1861; Table, par ST. BOUMANS, 1887.

Chronique de Jean d'Outremeuse : t. Ier, 1864; t. II, 1869; t. III, 1873; t. V, 1867, publiés par BORGNET; t. IV, 1877; t. VI 1880, et Introduction et Table, 1887, publiés par ST. BOUMANS.

Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique, par A. WATERS : t. Ier, 1866; t. II, 1868; t. III, 1871; t. IV, 1874; t. V, 1877; t. VI, 1881; t. VII, 1re partie, 1883; 2e partie, 1889; t. VIII, 1892; t. IX, 1896.

Chroniques relatives à l'histoire de la Belgique sous les ducs de Bourgogne, publiées par le baron KERVYN DE LETTENHOVE, t. Ier, 1870; t. II, 1873; t. III, 1876.

Collection des royaumes des souverains des Pays-Bas : t. Ier, 1876; t. II, 1874; t. III, 1881; t. IV, 1882. (Les tomes Ier et II ont été publiés par GACHARD, le tome III par GACHARD et PIOT, le tome IV par PIOT.)

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond, publié par CH. PIOT : t. Ier, 1879; t. II, 1875.

Les bibliothèques de Madrid et de l'Escurial. Notices et extraits des manuscrits qui concernent l'histoire de Belgique, par GACHARD, 1875.

Codex Dunensis sive Diplomatum et Chartarum medii aevi amplissima Collectio, publié par le baron KERVYN DE LETTENHOVE, 1875.

La bibliothèque nationale à Paris. Notices et extraits des manuscrits qui concernent l'histoire de Belgique, par GACHARD : t. Ier, 1875; t. II, 1877.

Correspondance du cardinal Granvelle : t. Ier, 1878; t. II, 1880; t. III, 1881; t. IV, 1884, t. V, 1886; t. VI, 1887; t. VII, 1889; t. VIII, 1890; t. IX, 1892; t. X, 1893; t. XI, 1894; t. XII, 1896. Les tomes Ier, II, III publiés par EDM. PUILLET, les tomes IV à XII, par CH. PIOT.

Isore et Chroniques de Flandres, publiées par le baron KERVYN DE LETTENHOVE : t. Ier, 1879; t. II, 1880.

Chroniques de Brabant et de Flandre (en flamand), publiés par CH. PIOT, 1879.

Cartulaire de l'abbaye d'Orval, publié par le P. H. GOFFINET, 1879; 1er supplément par A. DELESCUSE, 1896; 2e supplément par A. DELESCUSE et K. HANQUET, 1900.

Cartulaire des comtes de Hainaut, publié par L. DEVIILLERS : t. Ier, 1881; t. II, 1883; t. III, 1886; t. IV, 1889; t. V, 1891; t. VI, 1896.

Relations politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre sous le règne de Philippe II, publiées par le baron KERVYN DE LETTENHOVE : t. Ier, 1882; t. II et III, 1883; t. IV, 1884; t. V, 1886; t. VI et VII, 1888; t. VIII, 1889; t. IX, 1890; t. X, 1891; t. XI, 1900.

Histoire des troubles des Pays-Bas, de Renon de France, publiée par CH. PIOT : t. Ier, 1886; t. II, 1889; t. III, 1891.

Cartulaire de l'église de Saint-Lambert de Liège, publié par ST. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, t. I^{er}, 1893; t. II, 1895; t. III, 1898; t. IV, 1900.

Le manuscrit Cotton Galba B. I. transcrit sur l'original par M. Edw. Scott, conservateur des manuscrits au British Museum, publié par L. GILLIODTS-VAN SEVEREN.

Les chartes de Saint-Martin de Tournai, publiées par A. D'HERBOMEZ, t. I^{er}, 1898; t. II, 1901.

Chartes du chapitre de Sainte-Waudru de Mons, publiées par L. DEVILLERS, t. I^{er}, 1899.

Documents pour servir à l'histoire des prix, de 1381 à 1794, publiés par H. VAN HOUTTE, 1902.

Les chartes de l'abbaye de Saint-Hubert en Ardenne, publiées par G. KURTH, t. I, 1903.

IN-OCTAVO.

Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire, ou Recueil de ses Bulletins: 1^{re} série, 16 vol., 1831-1850; 2^e série, 12 vol., 1850-1859; 3^e série, 14 vol., 1859-1872; 4^e série, 17 vol., 1873-1890; 5^e série, t. I^{er} à VIII, 1891-1898.

Table générale des Bulletins (1^{re} série, t. I^{er} à XVI), rédigée par ÉM. GACHET, 1852; — (2^e série, t. I^{er} à XII), par M. ELM. VAN BRUYSSSEL, 1865; — (3^e série, t. I^{er} à XIV), par M. J.-J.-E. PROOST, 1873; — (4^e série, t. I^{er} à XVII), par J. HALKIN et E. PONCELET, 1902.

Table générale, chronologique et analytique des chartes, lettres, ordonnances, traités et autres documents contenus dans les 1^{re}, 2^e et 3^e séries des Bulletins, par M. J.-J.-E. PROOST, 1874.

Requête et mort de Charles-Quint au monastère de Yuste. Lettres inédites publiées par GACHARD: Introduction, 1854; t. I^{er}, 1854; t. II, 1855.

Relations des ambassadeurs vénitiens sur Charles-Quint et Philippe II, par GACHARD, 1855.

Synopsis actorum ecclesiae Antwerpiensis, par DE RAM, 1856.

Recue des Opera Diplomatica de Miraeus, par LE GLAY, 1856.

Correspondance de Charles-Quint et d'Adrien VI, publiée pour la première fois par GACHARD, 1859.

Actes des États généraux des Pays-Bas, 1576-1585. Notice chronologique et analytique, par GACHARD: t. I^{er}, 1861; t. II, 1866.

Don Carlos et Philippe II, par GACHARD, t. I^{er} et II, 1863.

Le Livre des fondatrices du duc Jean III, publié par L. GALESLOOT, 1865.

Le Livre des seigneurs du comté de Loos sous Jean d'Arkel, par le chevalier C. DE BORMAN, 1875.

Table générale des notices concernant l'histoire de Belgique publiées dans les revues belges de 1830 à 1865, par ERNEST VAN BRUYSSSEL, 1869.

Documents inédits relatifs à l'histoire du XVI^e siècle, publiés par le baron KERVYN DE LETTENHOVE, 1^{re} partie, 1863.

Le mémoire du légat Onufrius sur les affaires de Liège, 1468, publié par ST. BORMANS, 1875.

Obituaire de l'église Saint-Jean, à Gand, publié par N. DE PAUW, 1889.

Polyphtique de Guillaume, abbé de Saint-Trond, publié par H. PIRENNE, 1896.

Le livre des seigneurs de l'église de Liège sous Adolphe de la Marche, publié par E. PONCELET, 1895.

Actes et documents anciens intéressant la Belgique, publiés par CH. DUVIVIER, 1898.

Inventaire des cartulaires conservés dans les dépôts des archives de l'Etat en Belgique, 1895.

Inventaire des cartulaires conservés en Belgique ailleurs que dans les dépôts des archives de l'Etat, 1897.

Inventaire des cartulaires belges conservés à l'étranger, 1899.

Commentario del coronel Francisco Verdugo de la guerra de Frisa, publié par H. LONCHAY, 1899.

Le soulèvement de la Flandre maritime de 1323-1328. Documents inédits, publiés par H. PIRENNE, 1900.

La chronique liégeoise de 1402, publié par E. BACHA, 1900.

Le registre de Franciscus Lizaldius, publié par F. RACHFAHL, 1902.

SOUS PRESSE :

ST. BORMANS et J. HALKIN, *Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de Belgique*, t. X.

L. DEVILLERS, *Chartes du chapitre de Sainte-Waudru de Mons*, t. II.

J. HALKIN et G.-G. ROLAND, *Recueil des chartes de Stavelot-Malmédy*, t. I^{er}.

J. CHEVILLER, *Cartulaire de l'abbaye du Val-Benoît*.

W. DE VRESE et H. VAN DER LINDEN, *Le Spiegel Historiaal de Lodewijk van Velthem*.

LE CHANOINE REUSENS, *Actes de l'Université de Louvain*.

IDEM, *La matricule de l'Université de Louvain*.

LE CHANOINE CAUCHE, *Instructions générales aux nonces de Flandre*.

CH. DUVIVIER, *Actes et documents anciens intéressant la Belgique*. Nouvelle série.

L. VANDERKINDERE, *La chronique de Gislebert de Mons*.

K. HANQ ET, *La chronique de Saint-Hubert dite Cantatorium*.

G. ESPINAS et H. PIRENNE, *Recueil de documents relatifs à l'industrie drapière en Flandre*.